

Le ministre a dit de l'Allemagne qu'elle constituait en ce moment la clé de l'Europe. Je souscris très volontiers à ce jugement. Je suis persuadé en effet que l'Allemagne est actuellement la clé de l'Europe. Pendant que je m'y trouvais, j'ai entendu bien des hommes d'État proclamer la nécessité de réaliser l'unification de l'Allemagne. Ceux de l'Allemagne occidentale ne cessaient pas de se proposer ce but. J'ai entendu dire que cette unification était d'une nécessité absolue. Mais ces hommes d'État de l'Allemagne de l'Ouest ne sont pas disposés à sacrifier la République fédérale à la Russie soviétique afin d'atteindre ce but. Ils veulent que cette unification se réalise d'une façon démocratique plutôt que communiste. L'impression que j'ai eue, c'était que les hommes d'État de l'Allemagne de l'Ouest préféreraient attendre que l'unité se fasse démocratiquement plutôt que de consentir à ce qu'elle se réalise selon une formule communiste. Comme l'a dit le ministre, la Russie pourrait se retirer derrière la Pologne, et les forces d'occupation des États-Unis, de la France et de la Grande-Bretagne pourraient se retirer derrière le Rhin, mais cela équivaldrait à céder l'Allemagne au communisme. Cela créerait un vide dans lequel le communisme se propagerait certainement.

La détermination des Allemands de réaliser éventuellement l'unification de l'Allemagne ne fait pas de doute. J'ai entendu dire que de 10 à 12 millions d'Allemands de l'Est ont été chassés de leur pays et envoyés dans l'Allemagne occidentale. Je n'oublierai jamais ce qu'a dit un homme d'État de l'Allemagne de l'Ouest. Il m'a dit que leur place avait été prise en Allemagne de l'Est par les Polonais et des Mongols. On pouvait sentir la sourde détermination qu'avait cet homme de refouler un jour ces Polonais et Mongols des fermes de l'Allemagne orientale et de ramener dans les provinces orientales de leur pays les expulsés qui vivaient dans l'Allemagne de l'Ouest. Le vif désir que ressent actuellement l'Allemagne occidentale de travailler en collaboration avec les autres pays de l'OTAN, avec les puissances occidentales, sa volonté d'oublier l'unification au besoin, ne doivent pas nous induire en erreur. Elle tient beaucoup à l'unification, mais elle veut y arriver par des moyens démocratiques.

On a parlé de l'expansion du commerce en Allemagne occidentale. J'ai vu comment de nouvelles usines ont surgi, dans toute la vallée de la Ruhr, des ruines des usines détruites. Quiconque parcourt le pays ne peut s'empêcher d'être impressionné par l'entrain des Allemands. Ces Allemands doivent vivre

[M. Pearkes.]

du commerce; ils doivent trouver dans le monde des débouchés où ils pourront écouler leurs articles ouvrés.

Il a été question de la possibilité de tenir des élections libres en Allemagne. A mon sens, il sera difficile de réaliser l'unification de l'Allemagne tant qu'on ne pourra pas tenir des élections libres dans toutes les parties de l'Allemagne et dans les divers secteurs de Berlin. On a démontré, devant une commission des Nations Unies, à Paris, qu'il était impossible de tenir des élections libres en Allemagne orientale. On a ajouté que la chose serait impossible tant que les autorités russes ne voudront pas permettre aux chefs de partis autres que le parti communiste de se rendre en Allemagne orientale pour faire connaître leur programme sur les tribunes publiques. La chose ne peut se faire actuellement. Bien que de petits groupes entretiennent les idées démocratiques en Allemagne orientale, ils doivent se réunir en secret ou doivent se rendre en Allemagne occidentale ou dans l'ouest de Berlin afin de parler de ces questions.

Il y a deux questions relatives à ce protocole auxquelles j'aimerais qu'on réponde. Dans le premier article, je remarque qu'on parle du territoire de l'un des États membres de la Communauté européenne de défense en Europe. Il ajoute qu'une attaque contre le territoire d'un État membre sera considérée comme une attaque commise contre tous les pays parties au traité de l'Atlantique-Nord et exigera les mesures nécessaires.

J'aimerais savoir à quoi m'en tenir en ce moment sur la situation de la Turquie. La Turquie est membre de l'Organisation du traité de l'Atlantique-Nord, mais elle est surtout une puissance asiatique. Toute menace contre le territoire de la Turquie pourrait venir du côté de l'Asie où le pays est beaucoup plus exposé. Nous savons que, depuis près de cinq siècles, la Turquie exerce son empire sur un bon nombre de pays arabes. Nous savons que sa frontière orientale est contiguë à des États satellites des communistes. Une attaque contre la Turquie, se produisant du côté asiatique, serait-elle considérée comme étrangère aux dispositions du protocole, ou allons-nous nous engager à nous porter au secours de la Turquie advenant une attaque du côté de l'Asie? Nous intéressons-nous seulement à la partie européenne de la Turquie? L'article à l'étude précise nettement: "en Europe". Voilà un point que j'invite le ministre à élucider.

Lorsque le ministre a parlé de l'Allemagne de l'Ouest et de nos responsabilités envers elle, il n'a pas mentionné Berlin. Bien entendu la ville de Berlin est absolument distincte de l'Allemagne de l'Ouest. Elle se trouve dans